



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 15 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IN VIVO (ex SIGMA)

Route Départementale 39 Hameau de Tavers
77130 La Grande-Paroisse

Références : E/24-2593
Code AIOT : 0006501151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement IN VIVO (ex SIGMA) implanté BP 102 – Route de Montereau à La Grande-Paroisse (77130). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). L'inspection a été annoncée le 26 juin 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IN VIVO (ex SIGMA)
- Route Départementale 39 Hameau de Tavers à La Grande-Paroisse (77130)
- Code AIOT : 0006501151
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union Nationale des Coopératives agricoles de Céréales (U.N.C.A.C.) a été autorisée par arrêté

préfectoral d'autorisation n° 86 DAGR 2 IC 066 en date du 30 septembre 1986 à poursuivre l'exploitation du silo de La Grande Paroisse.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°06 DDAID 1IC 284 du 13 décembre 2006, imposant des prescriptions complémentaires à la société IN VIVO pour la poursuite de l'exploitation du silo de La GRANDE PAROISSE se sont substituées aux dispositions imposées par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1986.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2160-2 de la nomenclature des installations classées pour une quantité de stockage de 103 930 m³.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de l'inspection du 11 septembre 2020
- Suite de l'inspection du 26 mai 2021 relative à l'incendie du 22 mai 2021
- Porter à connaissance relatif à l'implantation d'un forage et d'une unité de lavage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite de l'incident 22 mai 2021	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 3 - Article 1.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 3.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 6.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 3 - Article 1.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 1.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 1.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 5 - Article 2.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Autre du 11/09/2020, article Guide de l'état de l'art des silos version 3 - 2008	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de l'incident 22 mai 2021	Code de l'environnement du 18/07/2023, article R512-69	Sans objet
3	Suite de l'incident 22 mai 2021	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 1.1	Sans objet
6	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, article 2	Sans objet
7	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 5	Sans objet
9	Suite de l'inspection du 11/09/2020	Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, article Titre 2 - Article 6.1	Sans objet
15	PAC Forage et unité de nettoyage	Code de l'environnement du 13/12/2006, article L.181-14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site IN VIVO à La Grande-Paroisse est globalement correctement exploité.

Néanmoins, une grande partie des constats réalisés lors des inspections du 11 septembre 2020 et du 22 mai 2021 persistent. Ces derniers points méritent une attention soutenue et des plans d'actions adaptés afin d'obtenir une conformité complète au regard de la réglementation environnementale sur les points inspectés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'incident 22 mai 2021

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/07/2023, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Auto-échauffement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°1 de l'inspection du 22 mai 2021: « L'identification des causes de l'auto-échauffement n'est pas évoquée dans le rapport d'accident (recherche de point de condensation, poussières?), ainsi que les causes profondes de cet incendie (questionnement sur l'organisation en place, les procédures de gestion des oeillettes, en particulier en transilant cette marchandise dans des cellules appropriées ou non à ce type de marchandise particulière ?). L'exploitant s'attachera à identifier les causes profondes de l'incendie du 22/05/2021 et complètera son rapport d'accident en conséquence (causes et actions mises en place en conséquence). »</p> <p>Le rapport d'expertise présenté lors de l'inspection, portant sur l'incendie, a permis d'identifier l'origine de l'auto échauffement des oeillettes qui avaient été déplacées temporairement dans le silo 1 en raison de travaux de remise en état de certaines cellules du silo 8 où elles étaient stockées auparavant. Il apparaît que la configuration du silo 1 où ont été déplacées les oeillettes, notamment la présence d'un croisillon en béton au milieu de la cellule qui provoquait des difficultés à vider entièrement les granulés, n'était pas propice à leur stockage, et a entraîné un auto-échauffement puis des flammes vives sur une grande hauteur.</p> <p>L'exploitant indique avoir instauré une restriction de stockage de granulés d'œillette. Celui-ci peut s'effectuer uniquement dans le silo 8 (dont les cellules sont inertées) en temps normal et dans les cellules F2 et F4 du silo 5, non ventilables, pendant 1 mois maximum en cas de travaux. Cela figure dans le mode opératoire "conservation des granulés d'oeillettes". Ce document précise également qu'aucune autre cellule ne pourra être utilisée pour la réalisation de ce stockage.</p> <p>Enfin, un blocage informatique a été mis en place dans le logiciel permettant la réception des granulés. L'exploitant a pu faire une démonstration de réception d'œillettes dans une cellule du silo 8 (autorisant le stockage d'œillettes) et une cellule du silo 1 (n'autorisant pas cette marchandise). L'inspection a pu observer un message rendant impossible la réception et le stockage dans la cellule du silo 1.</p>

→ L'observation n°1 de l'inspection du 22 mai 2021 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite de l'incident 22 mai 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 3 - Article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Températures des cellules
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc...) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces systèmes (contrôle, maintenance préventive, ...).</p> <p>Le relevé des températures est périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé.</p> <p>Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°2 de l'inspection du 22 mai 2021 : « L'inspection constate par ailleurs que la thermométrie est la seule donnée pilotant l'exploitation pour la surveillance des stockages et n'a pas détecté l'auto-échauffement avant le transilage. En effet, seules 2 sondes fonctionnelles sont présentes dans la cellule comportant 4 compartiments. L'exploitant devra justifier à l'inspection la pertinence de l'implantation des sondes de température dans la cellule à l'origine de l'incendie et celles ayant la même conception, qui devrait permettre un suivi efficace de la température dans la cellule. »</p> <p>L'exploitant a précisé que des rondes étaient réalisées une fois par semaine pour contrôler le stock de marchandises sur l'ensemble du site et d'éventuelles anomalies (fuite d'eau, odeur anormale,...), cela a été vérifié par l'inspection pour les semaines 27 et 28. Ce contrôle vient en complément du contrôle des températures réalisé par des sondes thermométriques. Il ajoute que la température des sondes thermométriques est transmise en permanence au bureau d'agrèage et fait l'objet d'une impression hebdomadaire, ce qui a été constaté par l'inspection. De plus, il indique que le stockage de granulés dans le silo 1 était exceptionnel. Enfin, il considère que 2 sondes de température sont suffisantes pour la configuration en croissillon de la cellule D2 du silo 1 (4 compartiments qui communiquent entre eux) et que l'effet cheminée généré lors de l'auto-échauffement des oeillettes au niveau du croisillon explique pourquoi les sondes thermométriques n'ont pas détecté l'auto-échauffement. Lorsque des céréales sont stockées dans cette cellule, seul stockage aujourd'hui autorisé dans le silo 1, l'effet cheminée ne peut se produire, en cas d'auto-échauffement il se propagerait à l'ensemble du stockage et serait détecté par les sondes thermométriques.</p> <p>→ L'observation n°2 de l'inspection du 22 mai 2021 est levée.</p> <p>L'exploitant a expliqué que les activités sur le site étaient organisées par les deux chefs de silos (céréales et oeillettes). Avant stockage de céréales ou d'oeillettes, un prélèvement est réalisé dans le camion transportant la marchandise entrante afin de contrôler l'humidité, la présence d'insecte, etc. L'exploitant a présenté la procédure "critères d'acceptation des marchandises à</p>

l'entrée". Pendant le stockage, la température est surveillée grâce à des sondes thermométriques. La vérification des sondes thermométriques s'effectue lorsque les cellules sont vides. Le dernier contrôle interne de ces sondes date de 2021 et le dernier contrôle externe remonte à novembre 2023 mais le rapport n'était pas encore disponible lors de l'inspection et n'a donc pas été présenté. **La suite de ce point est traitée dans la fiche de constats n°9.**

La procédure "conservation-ventilation" dispose d'un paragraphe dédié aux "cellules non équipées de thermométrie". Post-inspection, l'exploitant a transmis une impression d'écran de la silothermométrie et du plan général des stockages. Il a précisé que les cellules du silo 7 faisaient l'objet d'une prise manuelle de la thermométrie. Ces cellules sont trop éloignées pour être reliées à la supervision. L'inspection constate que les cellules 23, 24, 25, 26 du silo 8 et les cellules AA, AB, AC, AD, BA, BB, BC et BD du silo 1 n'apparaissent pas sur la silothermométrie. L'exploitant devra justifier que la température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent.

Observation n°20230719-1 : L'exploitant doit justifier que les cellules 23, 24, 25, 26 du silo 8 et les cellules AA, AB, AC, AD, BA, BB, BC et BD du silo 1, lorsqu'elles stockent des produits susceptibles de fermenter, sont équipées de systèmes de sondes thermométriques ou tout dispositif équivalent.

Le dispositif de déclenchement d'alarme est activé dès lors qu'un dépassement de température dans les cellules est $>35^{\circ}\text{C}$ ou que la différence de température est $>2^{\circ}\text{C}$ sur une période de 7 jours. Le déclenchement d'une alerte conduit à des actions de ventilation ou de transilage afin de refroidir les matières stockées. Aucune procédure ne définit d'actions à réaliser en cas de température inférieure à 70°C .

Observation n°20230719-2 : L'exploitant complètera ses consignes afin de définir des actions à mettre en oeuvre en cas de température constatée au-delà des seuils fixés et en dessous de 70°C .

L'inspection n'a pas constaté que l'alerte s'activait en cas d'augmentation de la température de 2°C sur 7 jours.

Observation n°20230719-3: L'exploitant justifiera que son système d'alerte permet d'identifier les cas où la température augmente de 2°C sur 7 jours.

L'inspection a constaté que le logiciel de thermométrie annonçait que certaines cellules étaient vides alors que la supervision signalait le contraire.

Post-inspection, l'exploitant a précisé que le caractère vide ou plein des cellules affichées sur la silothermométrie était mise à jour manuellement tous les lundis. L'exploitant a pris contact avec une société extérieure pour améliorer du logiciel de thermométrie (établir une liaison entre la supervision et la silothermométrie).

Observation n°20230719-4: L'exploitant devra améliorer son système de silothermométrie afin que les informations qu'il comporte soient à jour (cellules pleines ou vides).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite de l'incident 22 mai 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 2 - Articles 1.1
Thème(s) : Autre, Suite de l'incident 22 mai 2021
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement et les personnes. [...]
Constats : Observation n°3 de l'inspection du 22 mai 2021 : « <i>L'inspection a demandé à l'exploitant :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>la confirmation et la justification de la bonne évacuation du produit qui a été étalé dehors,</i>• <i>et la justification de la remise en état des installations qui ont été impactées par la chaleur de l'incendie (installations électriques, thermométrie, etc.) avant la remise en service du silo 1. »</i> L'exploitant a transmis les bons de pesées des expéditions des produits stockés à l'extérieur des bâtiments ainsi que les attestations de remise en conformité des installations électriques. Les sondes thermométriques détériorées lors de l'incendie ont été remplacées en 2022 comme l'atteste la facture du 16/12/2022 présentée lors de l'inspection. → L'observation n°3 de l'inspection du 22 mai 2021 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 2 - Article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure de prévention et installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément à la réglementation en vigueur et le matériel conforme aux normes françaises et européennes qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.</p> <p>Les matériels électriques sont étanches aux poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 11 septembre 2020 :</u> « L'exploitant n'a pas remédié aux non-conformités mentionnées dans les rapports de contrôle des installations électriques et de protection contre l'électricité statique, les courants vagabonds dont des non-conformités ont déjà été signalées en 2018 contrairement aux dispositions prévues aux articles 3 et 3.2 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que toutes les non-conformités relevées dans les différents rapports sont levées. »</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs permettant de lever les non-conformités relevées dans les rapports de contrôle des installations électriques.</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les rapports de contrôle annuel électrique de 2022. Le rapport de 2022 du silo 1 et 7 laisse apparaître 4 observations. Le compte-rendu de vérification électrique (Q18) de ce dernier a conclu à un risque d'explosion relatif à l'observation n°3. Aucun justificatif d'action corrective n'a été présenté lors de l'inspection. Post-inspection, il a justifié que cette observation avait fait l'objet d'une action corrective.</p> <p>Le certificat Q18 du silo 6 conclut également à un risque d'incendie et d'explosion. Post-inspection, l'exploitant a justifié qu'une action corrective avait été mise en œuvre. Enfin, les certificats Q18 des autres installations ne mentionnaient aucune observation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté le fichier de maintenance interne et a expliqué que le technicien de maintenance renseignait les actions réalisées ou à planifier. Sur ce fichier figuraient 38 observations issues des rapports de contrôles dont 9 observations ont fait l'objet d'actions correctives.</p> <p>L'inspection a noté l'absence d'ordre de priorisation dans le traitement des observations issues des contrôles annuels des installations électriques.</p>

Enfin, l'exploitant ajoute que le reliquat des non-conformités fera l'objet d'un suivi par le technicien dès le 7 août 2023.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.

Observation n°20230719-5 : Il convient que l'exploitant assure un suivi des actions correctives à mettre en œuvre afin de lever les observations identifiées dans les rapports de contrôle des installations électriques et définisse un ordre de priorité des observations à solder.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 2 – Article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement de la structure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel périodique des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>Non-conformité n° 2 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « L'exploitant n'a pas remédié à tous les constats mentionnés dans le rapport de contrôle annuel des structures contrairement aux dispositions prévues Titre 2 – Article 3 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant que tous les constats relevés dans le rapport sont levés. »</p> <p>L'exploitant a présenté les factures du 16/09/2020 concernant les travaux de réparation de la galerie supérieure du silo 6 et du 16/04/2021 concernant le remplacement des panneaux palplanches du silo 8. De plus, des travaux de remise en état ont été réalisés pour les silos 5, 6 et 8, comme l'atteste la facture du 29/04/2022 présentée.</p> <p>L'exploitant classe les observations des contrôle de l'état des structures selon 3 degrés de priorité (du moins prioritaire au plus prioritaire) mais l'inspection relève qu'il n'assure aucun suivi des observations qu'il a identifiées et de l'avancée des actions correctives associées.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle visuel des parois des silos 1, 2, 7 et de la station de triage réalisé en interne le 25 juillet 2023. Ce rapport fait apparaître 4 observations de degré 2 (travaux non prioritaire mais qui touchent à la structure du silo) et 7 observations de degré 1 (Maintenance des structures, sans conséquences sur la structure du silo).</p> <p>Le rapport de contrôle visuel interne datant de moins d'un an des silos 5, 6 et 8 n'a pas été présenté.</p> <p>→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra mettre en œuvre des actions correctives relatives aux différentes observations du rapport interne de contrôle visuel des parois des silos de 2023.</p> <p>Non-conformité n°20230719-1 : Le contrôle visuel périodique des parois des cellules des silos 5, 6 et 8 n'est pas réalisé au moins une fois par an.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2009, Article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux (espace fosse élévateurs, tour, galerie sous-cellules, galeries inférieures...) sont maintenus dans un état de propreté poussé afin de supprimer tout début d'accumulation de poussières et tout potentiel de propagation d'explosion. Cet état de propreté concerne tant les sols et autres lieux accessibles que les parois, coins et recoins (dessus de canalisation, cheminement de câbles électriques...) où de la poussière est susceptible de s'accumuler.</p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions permettant de garantir cet état de propreté en toutes circonstances, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surveillance de l'empoussièrement et mise en œuvre de dispositifs de nettoyage adaptés ; • équipements nécessaires au nettoyage affectés au site et présents en permanence ; • vérification et maintenance des installations participant à la maîtrise du niveau d'empoussièrement : efficacité du dispositif d'aspiration centralisée, étanchéité des capotages, efficacité des dispositifs de cantonnement de poussières (portes avec le système de fermeture automatique...)... <p>En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir la fréquence de nettoyage.</p> <p>L'ensemble de ces dispositions fait l'objet de consignes et l'exploitant s'assure de leur diffusion auprès du personnel et de leur stricte application</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 3 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « La procédure de nettoyage n'indique pas, qu'en cas de moisson, le nettoyage doit être journalier conformément à l'Article 2 de l'arrêté préfectoral n°09 DAIDD IC 181 du 7 juillet 2009. L'exploitant devra transmettre une copie du registre de nettoyage pour la moisson 2020 et mettre à jour la procédure. »</p> <p>L'exploitant a présenté sa procédure de nettoyage ainsi que le registre de nettoyage de la moisson de 2023. La procédure stipulait bien qu'une ronde journalière devait être réalisée en période de moisson. Le registre l'attestait également. L'exploitant a indiqué qu'en cas de besoin il mandatait une société extérieure pour procéder au nettoyage ou le réalisait en interne, suite au constat effectué lors de la ronde.</p> <p>→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.</p> <p>L'inspection a constaté que la chambre à poussières débordait et que ses portes étaient ouvertes. Post-inspection, l'exploitant a transmis une photo de la chambre à poussières attestant de la fermeture des portes et de la propreté des surface ayant sur lesquelles s'étaient déversées les poussières.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 2 - Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis d'intervention ou feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux font l'objet d'un permis de travail délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, fait l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Le permis de feu rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à sa délivrance, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, • les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. <p>Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>Pour les interventions par points chauds dans les silos, l'exploitant s'assure de l'arrêt total de l'ensemble des moyens de manutention et d'aspiration pendant toute phase de maintenance ou de modification d'une installation. Les zones dans lesquelles ont lieu les travaux sont entièrement dépoussiérées dans un rayon suffisant, défini par l'exploitant dans le permis de feu délivré pour l'occasion.</p> <p>A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur les équipements importants pour la sécurité visés à l'article 1.8, titre 2, du présent arrêté, l'exploitant s'assure à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 4 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « L'exploitant ne retranscrit pas les informations nécessaires sur la surveillance du site après la réalisation des travaux sur le permis feu conformément au Titre 2 – Article 5 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. »</p>

Dans sa réponse du 01/12/2020, l'exploitant a transmis la feuille d'émargement de la formation interne rappelant les dispositions réglementaires concernant la rédaction d'un permis feu.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté les trois derniers permis feu:

- Société SFL intervention du 6 juillet 2023
- Société TECHBIO intervention du 18 juillet 2023
- Société TECHBIO intervention du 19 juillet 2023

L'exploitant a précisé qu'une surveillance était effectuée 30 minutes et 1h après la fin des travaux. Les permis feu consultés mentionnaient la réalisation d'une surveillance selon les fréquences indiquées par l'exploitant.

→ La non-conformité n°4 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 2 - Article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des Equipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.</p> <p>La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans la tour de manutention du silo 6.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Un dispositif fixé à demeure permettant le raccordement à une alimentation en gaz inerte (piquage, etc...) est installé en pied de cellule. Une procédure est associée à l'utilisation de ce dispositif particulier en cas de phénomène d'auto échauffement débutant dans une cellule béton fermée. Sont également mentionnées dans cette procédure les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte ; ces coordonnées doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 5 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « L'exploitant ne réalise pas les contrôles annuels des RIA et des colonnes sèches conformément au Titre 2 – Article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra transmettre une copie du contrôle. »</p> <p>Dans sa réponse du 01/12/202, l'exploitant a transmis un rapport d'intervention des colonnes sèches du 23 septembre 2020 jugées en bon état de fonctionnement. De plus, des travaux avaient été envisagés au sujet de trois anti-bélier et d'un panneau de signalisation.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de contrôle des colonnes sèches, des RIA et des extincteurs.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis une facture du 23 septembre 2022 attestant des frais associés au contrôle des extincteurs.</p> <p>→ La non-conformité n°5 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra transmettre le dernier rapport de contrôle des colonnes sèches et RIA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 2 - Article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des conditions d'ensilage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie sont correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de cette vérification.</p> <p>La défense interne des locaux contre l'incendie est réalisée au moins par des extincteurs portatifs, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, implantés à proximité des dégagements et bien visibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Des colonnes sèches en matériaux incombustibles et conformes aux normes et aux réglementations en vigueur sont implantées dans la tour de manutention du silo 6.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Un dispositif fixé à demeure permettant le raccordement à une alimentation en gaz inerte (piquage, etc...) est installé en pied de cellule. Une procédure est associée à l'utilisation de ce dispositif particulier en cas de phénomène d'auto échauffement débutant dans une cellule béton fermée. Sont également mentionnées dans cette procédure les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer du gaz inerte ; ces coordonnées doivent être disponibles à tout moment, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 :</u> « L'exploitant ne vérifie pas que l'ensemble des sondes de température soit opérationnel conformément au titre 2 de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra justifier que l'ensemble des sondes fonctionne après réparation. »</p> <p>→ Compte-tenu des éléments figurant dans la fiche de constats n°2, la non-conformité n° 6 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.</p> <p><u>Non-conformité n° 7 de l'inspection du 11 septembre 2020 :</u> « L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps des sondes de température et enregistrer ce contrôle sur les listings de suivi de température conformément au titre 2 de l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. »</p> <p>»</p> <p>Dans sa réponse du 01/12/2020, l'exploitant a transmis une procédure de contrôle des sondes thermométrique ainsi que le document d'enregistrement.</p> <p>→ La non-conformité n° 7 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.</p>

Non-conformité n° 8 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « L'exploitant n'a pas un suivi écrit des actions engagées en cas d'élévation de température dans les cellules.

Post-inspection, l'exploitant a fourni une extraction de son logiciel de traçabilité de démarrage de la ventilation sur laquelle figure l'opération de ventilation du 12/07/2023 de la cellule P1.

→ La non-conformité n°8 de l'inspection du 11 septembre 2020 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 3 - Article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements Importants pour la Sécurité (EIPS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de dépoussiérage et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteurs à chaîne, transporteurs à bande) doivent respecter les prescriptions de l'article 3.1, Titre 2 du présent arrêté (mesures de prévention) et de l'article 1.1, Titre 3 du présent arrêté (mesures de protection pour limiter les effets d'une explosion).</p> <p>Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.</p> <p>Les installations de dépoussiérage sont constituées des dispositifs suivants : chaque silo est équipé d'un système de captation des poussières puis d'un système de traitement de ces dernières (cyclones, filtres,...).</p> <p>Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement ; elles s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.</p> <p>Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).</p> <p>Afin de prévenir le risque d'explosion au niveau du dispositif de dépoussiérage, les dispositions suivantes sont notamment prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les équipements (parties métalliques, associations métal / plastiques, manches des filtres...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons equipotentielles, • le ventilateur d'extraction est placé côté « air propre », • les manches des filtres font l'objet d'un contrôle régulier de leur usure ; une procédure précise la périodicité et les modalités de ce contrôle. <p>Les systèmes de filtration centralisés sont équipés de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec asservissement à un klaxon local et à un arrêt du ventilateur en cas de défaillance.</p> <p>Afin de limiter les effets d'une explosion, les dispositions suivantes sont notamment prises pour les systèmes de filtration centralisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence d'un évent • la sortie de l'évent est aménagée vers l'extérieur du bâtiment à travers une canalisation de décharge • pour éviter la propagation de l'explosion, un système anti-retour d'explosion au niveau du réseau « air sale » est mis en place • le système de filtration centralisé est découplé du volume de récupération des poussières. <p>Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la pénétration des poussières ; ils sont convenablement lubrifiés.</p> <p>Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent.</p> <p>Les transporteurs à bandes, élévateurs sont munis de capteurs de déport de bandes.</p> <p>Les transporteurs à bandes, à chaînes ou à vis et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation.</p> <p>Les transporteurs à chaînes sont équipés de détecteurs d'ouverture des trappes de bourrage.</p> <p>Les détecteurs d'incident de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.</p>

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

Constats :

Non-conformité n° 9 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « L'exploitant devra veiller au contrôle de l'ensemble de ces équipements et veiller à lever l'ensemble des remarques. L'exploitant ne suit pas et n'effectue pas les travaux dans les plus brefs délais en application de ce programme contrairement aux dispositions prévues au titre 3 – Article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant doit faire réaliser un contrôle des EIPS par un organisme agréé avant la fin décembre 2020 afin de justifier de l'ensemble des remarques. »

L'exploitant n'a pas présenté le dernier rapport de contrôles des EIPS réalisé par un organisme agréé ainsi les justificatifs des actions réalisées pour lever les éventuelles remarques identifiées dans le précédent rapport.

Post-inspection, l'exploitant a transmis 8 documents relatifs au contrôle des EIPS réalisé du 11/04/2023 au 21/04/2023. A la fin de chacun de ces documents est précisé "certifié conforme". Néanmoins, l'inspection note que l'organisme de contrôle n'a pas renseigné la colonne "anomalie" dans laquelle il est supposé renseigner oui ou non pour chaque équipement. Le rapport de contrôle des EIPS du silo 7 n'a pas été transmis.

→ La non-conformité n°9 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra réaliser le contrôle des EIPS du silo 7 et transmettre le rapport associé.

Observation n°20230719-6 : L'exploitant veillera à ce que la colonne « anomalie » des rapports de contrôle des EIPS soit renseignée par l'organisme de contrôle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 5 - Article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent à plusieurs points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>[voir tableau de l'arrêté préfectoral du 13/12/2006]</p> <p>Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 10 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « Le nombre de rejets ne correspond pas au Titre 5 – Article 1.5 de l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 284 du 13 décembre 2006. L'exploitant devra justifier à l'aide d'un plan l'emplacement des rejets conformément à son arrêté préfectoral. En cas de modification du nombre de rejet, l'exploitant devra justifier et transmettre un plan à connaissance afin de vérifier que les eaux du site peuvent rester confiné sur le site en cas d'accident. »</p> <p>L'exploitant a précisé qu'un plan des réseaux sera prochainement mis à jour et transmis.</p> <p>→ La non-conformité n°10 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 5 - Article 1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites définies dans le tableau de l'AP de 2006 Titre 5 Article 1.8.</p> <p>L'effluent ne doit pas contenir de substances capables de porter atteinte à la vie, la reproduction et la qualité alimentaire du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 mètres du point de rejet de la berge.</p>
<p>Constats :</p> <p>➤ Non-conformité n° 10 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « Les concentrations en nitrates des rejets n°1, 4, 6 et 7 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Par ailleurs, la concentration en MES du rejet n°7 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Ces dépassements n'ont fait l'objet ni d'analyse ou d'interprétation de la part de l'exploitant, ni d'actions correctives. »</p> <p>➤ Dans sa réponse du 01/12/2020, l'exploitant précise que ces dépassements ne sont pas liés aux différentes activités du site. Il ajoute que le site ne stocke pas de produits à base de nitrate.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse des rejets d'eaux des 19 avril 2021, 29 septembre 2021, 22 juillet 2022 et 8 décembre 2022. Aucune limite n'a été dépassée dans les résultats du laboratoire CERECO fournis par l'exploitant pour l'année 2021. Néanmoins, dans les rapports de 2022, la concentrations en MES des rejets 1, 2, 4, 5 et 6 dépassaient les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 pour le premier semestre. De plus les concentrations en nitrates des rejets 1, 4, 7, 8 et 9 dépassaient limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 au second semestre 2022. Enfin, les concentrations en DCO des rejets 8 et 9 dépassaient également les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006 au second semestre 2022.</p> <p>→ La non-conformité n°11 de l'inspection du 11 septembre 2020 est remplacée par la suivante : « Les concentrations en nitrates des rejets n°1, 4, 7, 8 et 9 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Par ailleurs, la concentration en MES des rejets n°1, 2, 4, 5 et 6 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Enfin, les concentrations en DCO des rejets n°8 et 9 dépassent les valeurs limites prescrites à l'article 1.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2006. Ces dépassements n'ont fait l'objet ni d'analyse ou d'interprétation de la part de l'exploitant, ni d'actions correctives.»</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2006, Titre 5 - Article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'effectuer ou de faire effectuer des mesures sur les concentrations autorisées dans le présent titre pour apprécier la qualité des rejets au regard de la protection de l'environnement.</p> <p>Cette surveillance devra être réalisée à la fréquence minimale suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 fois / an sur la partie rejets d'eaux sanitaires avec prélèvements réalisés aux fortes périodes d'utilisation, • 1 fois / an avec un prélèvement sur l'ensemble des rejets d'eaux pluviales (prélèvement moyen représentatif de la qualité des rejets d'eaux pluviales de l'établissement). <p>Ces mesures, contrôles et analyses sont à la charge de l'exploitant et les résultats seront transmis à l'Inspection des Installations Classées dès qu'ils seront connus accompagnés des observations ou actions éventuelles suite à tout dépassement constaté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n° 12 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « L'exploitant n'a pas réalisé l'ensemble des contrôles sur les rejets prescrit à l'article 2.8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 13/12/2006. L'exploitant devra transmettre d'ici la fin de l'année 2020 l'ensemble des mesures. »</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les derniers rapports (2021 et 2022) des rejets aqueux. Post-inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse des rejets d'eaux des 19 avril 2021, 29 septembre 2021, 22 juillet 2022 et 8 décembre 2022.</p> <p>Le rejet n°8 ne fait pas l'objet d'une surveillance 2 fois par an.</p> <p>→ La non-conformité n°12 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, il convient que l'exploitant réalise une surveillance des effluents aqueux au point de rejet n°8 deux fois par an.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Suite de l'inspection du 11/09/2020

Référence réglementaire : Guide de l'état de l'art des silos version 3 - 2008
Thème(s) : Risques accidentels, Divers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Il est possible de traiter les vitres des différentes fenêtres (par exemple par apposition de films adhésifs) de façon à éviter la formation d'éclats tranchants.
Constats : Observation n° 1 de l'inspection du 11 septembre 2020 : « Le site dispose de fenêtres vitrées dans la tour de manutention. Les surfaces vitrées de tours de manutention doivent être remplacées par du polycarbonate ou doivent être filmées en surfaces conformément au guide silo. » L'inspection a demandé le plan d'actions et le taux d'avancement des travaux de remplacement. L'exploitant a expliqué que le plan d'actions et le taux d'avancement seront transmis prochainement. Post-inspection, l'exploitant a transmis un document présentant la localisation des surfaces vitrées, la surface, le taux d'avancement et les échéances pour le remplacement des parois vitrées. La fin de la première phase est prévue fin 2025 et la seconde pour fin 2027. → L'observation n°1 de l'inspection du 11 septembre 2020 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : PAC Forage et unité de nettoyage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/12/2006, article L.181-14
Thème(s) : Situation administrative, PAC Forage et unité de nettoyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : L'exploitant a présenté le projet d'implantation de la nouvelle unité de lavage de graines ainsi que de prélèvement d'eau. Les travaux étaient en cours lors de la visite du site concernant l'implantation de l'unité de lavage. Les modifications sollicitées par le porter à connaissance du 3 mars 2023 ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIAT/UD77/042 du 19 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

